

## Pierre Laurent: «Avec la France insoumise, nous butons souvent sur une attitude très rigide»

PAR CHRISTOPHE GUEUGNEAU  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 14 JANVIER 2017



Pierre Laurent © CG.

Un conseil national du PCF samedi 14 janvier à Paris est censé valider les candidatures communistes pour les législatives. Le parti, qui soutient Jean-Luc Mélenchon pour la présidentielle, se heurte pour les législatives à une « attitude très rigide » des Insoumis dans certaines circonscriptions. Le secrétaire national du PCF revient sur l'entrée en campagne.

À la veille d'un conseil national qui doit valider les candidatures communistes pour les législatives, le secrétaire national du Parti communiste français, Pierre Laurent, revient sur l'entrée en campagne des communistes, qui ont décidé fin novembre de soutenir Jean-Luc Mélenchon, le candidat de la France insoumise, pour la présidentielle. Un « soutien critique » assumé aujourd'hui, notamment en raison des divergences entre les communistes et les Insoumis sur l'Europe – « nous mettons autant l'accent sur la critique de la construction européenne que sur la nécessité d'affirmer en contrepoint un projet offensif pour un nouveau projet européen solidaire », dit Pierre Laurent – et sur la politique internationale. Concernant ce dernier point, le leader communiste insiste sur la nécessité d'éclairer aussi quant aux « responsabilités que portent la Turquie et la Russie dans le risque d'engrenage dans des logiques d'affrontement de puissances ».

À propos des primaires du PS, Pierre Laurent ne « sait pas si une parole alternative peut émerger ». « Je serai attentif au résultat, disponible au dialogue, explique-t-il. Mais le temps avance vite. Nous, nous

n'attendons plus, nous sommes en campagne. » Une campagne pour la présidentielle mais aussi pour les législatives, qui s'annonce compliquée pour les communistes, confrontés à l'intransigeance dans les circonscriptions des militants de la France insoumise. « Nous ne sommes pas dans une logique de fusion », insiste le secrétaire national du PCF. Les communistes ont actuellement 10 députés, ils ont constitué un groupe grâce à l'apport de cinq députés d'outre-mer.

**Lors de vos vœux, vous avez cité le programme des communistes pour la présidentielle et les législatives, appelé « La France en commun », mais pas celui de Jean-Luc Mélenchon, « L'avenir en commun » ; comment les deux s'articulent-ils ?**

Il était normal pour le PCF d'entrer en campagne en versant au débat public sa propre contribution programmatique, à la fois pour l'élection présidentielle et, au-delà, pour les élections législatives, et la construction dans laquelle nous voulons nous engager d'une nouvelle majorité politique. Il y a évidemment dans ce programme des plages communes avec le programme de Jean-Luc Mélenchon, qui sont issues du travail que nous avons mené ensemble en 2012, qui sont aussi issues des mobilisations sociales qui ont eu lieu notamment autour de la loi sur le travail.

Il y a aussi des différences sur certains points : certaines existaient déjà en 2012, d'autres se sont affirmées depuis, notamment sur la question européenne ou sur la fusion entre la CSG et l'impôt sur le revenu, position que nous ne partageons pas avec Jean-Luc Mélenchon. Il y a aussi des spécificités, par exemple la place que nous souhaitons accorder aux moyens concrets et précis d'une lutte contre la finance, sur laquelle nous avons beaucoup travaillé, en matière d'évasion fiscale, de redéploiement des aides publiques, etc. Toutes ces spécificités, nous avons envie de les mettre en avant. Cette contribution, comme nous l'avons dit d'ailleurs dans l'état d'esprit dans lequel on est, est à nos yeux une contribution constructive à la campagne présidentielle.

## **Les communistes entendent apporter « un soutien critique » à Mélenchon. Sur quels thèmes sont-ils le plus critique ?**

Critique, cela ne veut pas dire que nous sommes obsédés par le fait de souligner les différences ! Cela veut dire que c'est un soutien vigilant, dans lequel surtout nous voulons conserver une autonomie de parole pour attirer l'attention sur tel ou tel sujet de débat. Je viens de citer la question européenne. Nous partageons avec Jean-Luc Mélenchon le même diagnostic sur la critique de l'Union européenne et sur l'impasse profonde, démocratique, sociale, économique dans laquelle se trouve la construction actuelle, libérale, de l'Union européenne. Nous avons un débat qui s'est affirmé sur la manière dont nous envisageons de nous dégager de cette logique en Europe.

Pour notre part, nous mettons autant l'accent sur cette critique de la construction européenne que sur la nécessité d'affirmer en contrepoint un projet offensif pour un nouveau projet européen solidaire. Donc la sortie des carcans budgétaires, à laquelle nous croyons nous-mêmes, comme Jean-Luc Mélenchon, n'est qu'un aspect : il faut absolument que cette dimension soit complétée par une dimension offensive de construction de convergence sociale en Europe, pour ne pas laisser la place à une désintégration de l'espace politique européen dont le vide serait occupé par les populismes de droite et d'extrême droite.

C'est un sujet politique sur lequel notre sensibilité est différente mais, je le remarque, qui fait débat dans toutes les forces de gauche en Europe, et pas seulement en France. Ce sont des débats qui sont naturels pour des forces comme les nôtres, qui aspirent à gouverner. Nous ne sommes pas en train de présenter des programmes seulement d'opposition à telle ou

telle politique gouvernementale. Nous devons aux électeurs la transparence sur la réalité de ce qui nous est commun et ce qui peut nous différencier.



Pierre Laurent © CG

**Lors de vos vœux lundi soir, vous avez insisté pour que ce soient des vœux de paix, tout comme Jean-Luc Mélenchon la semaine dernière, mais votre analyse de la situation mondiale, notamment sur la Russie et sur la situation au Moyen-Orient, semble très différente de celle du candidat de la France insoumise.**

Je crois que là aussi nous avons en commun, c'est d'ailleurs frappant, une inquiétude concernant les logiques guerrières dans lesquelles on a entraîné la France et l'Europe. Ces logiques guerrières ne sont pas, dans la durée, la réponse aux attaques terroristes que nous avons subies, et elles continuent d'aggraver le problème. Par ailleurs, elles nous entraînent sur des terrains dangereux. Je pense à la situation très préoccupante des migrants en Europe et en France. Nous avons déserté ce qui devrait être la mission de la France de porter haut une ambition d'accueil digne des migrants sur le territoire et en Europe.

Avec Jean-Luc Mélenchon, nous avons des points de convergence sur la nécessité de démilitariser la scène internationale, de sortir l'Europe de l'emprise de l'OTAN, et de retrouver une parole libre, souveraine, de la France pour pratiquer une politique de multilatéralisme, pas une politique d'alignement dans le camp occidental. Dans l'analyse de la situation au Moyen-Orient, nous mettons pour notre part beaucoup l'accent sur la responsabilité que portent dans le conflit les logiques de puissances. Si nous désignons clairement, dans ces logiques de puissances, les États-Unis et leurs alliés, et le trop grand alignement de la France sur ces positions, nous considérons aussi

que la Russie et la Turquie ont elles-mêmes participé à ces logiques. Là-dessus, oui, il y a une différence d'analyse avec Jean-Luc Mélenchon. Je pense que nous devons éclairer aussi les responsabilités que portent la Turquie et la Russie dans le risque d'engrenage dans des logiques d'affrontement de puissances.

Bien entendu, nous ne considérons pas que la Russie doive être traitée en ennemie. La politique française et européenne doit dialoguer avec la Russie et non pratiquer la confrontation, comme les États-Unis et l'Otan essayent de nous y entraîner. Mais nous devons le faire aussi en disant ce que l'on a à dire sur la politique de la Russie et de la Turquie qui, dans bien des domaines, pose beaucoup de problèmes.

**Y a-t-il eu des réunions entre une délégation de la France insoumise et le PCF ces dernières semaines ?**

Une réunion est en préparation au niveau national pour le courant du mois de janvier. Il y a pour le moment beaucoup de contacts locaux liés à la préparation des élections législatives. Sur ces législatives, nous sommes engagés dans la construction de candidatures que nous pourrions soutenir. Nous le faisons dans un esprit de rassemblement large. Nous butons très souvent dans le dialogue avec la France insoumise sur une attitude très rigide de nos partenaires, qui font de la signature de **la charte de la France insoumise** une espèce de condition préalable. Notre engagement dans la campagne de Jean-Luc Mélenchon a été très clair sur ce point : nous ne signerons pas cette charte et nous sommes ouverts à des constructions qui rassemblent plusieurs forces, la France insoumise, le PCF, Ensemble et d'autres partenaires qui peuvent émerger localement, mais nous ne sommes pas dans une logique de fusion. Dans l'intérêt du rassemblement commun, cette idée doit progresser pour réduire au minimum le risque de concurrence entre nos candidatures aux législatives.

**De nouvelles réunions de circonscription de la France insoumise avaient lieu mardi soir, plus de 100 circonscriptions ont déjà leur duo de**

**candidats ; les communistes participent-ils à ces réunions ou attendez-vous que cela se décante pour confronter vos candidatures ?**

Il y a tous les cas de figure. Il y a beaucoup d'endroits où les communistes ont tenté de participer aux réunions de la France insoumise, parfois cela s'est très bien passé, d'autres fois des militants de la France insoumise ont voulu faire de la signature de la charte une condition de la présence même dans ces réunions. Ce n'est pas possible. Il faut que tout cela se décante et avance, et que chacun apprenne à respecter les positions des uns et des autres.

**Le désarroi provoqué par les politiques gouvernementales**

**Cela vous inquiète-t-il ?**

Toute situation de division et de dispersion m'inquiète dans la période dans laquelle nous sommes. Cela va au-delà des relations entre les communistes et la France insoumise. L'obsession des communistes pour mener une vraie politique de gauche induit la question du rassemblement. Parce que nous allons devoir, face à la droite, à l'extrême droite, au paysage de désolation laissé par le pouvoir Hollande, travailler à des constructions politiques et à des candidatures les plus rassemblées possible.

Nous avons, pour notre part, pris une décision sur l'élection présidentielle qui n'allait pas de soi compte tenu de la manière dont les choses s'étaient engagées en 2016, et qui a d'ailleurs fait débat chez nous, parce que nous avons endossé notre responsabilité de travailler au rassemblement. Évidemment, je souhaite que tout le monde prenne aussi sa part de responsabilité dans cette situation, singulièrement pour les élections législatives. Je le répète : nous menons ce travail-là avec, pour ce qui nous concerne, un esprit d'ouverture.

**Le vote des adhérents communistes fin novembre a été assez serré (53,6 % pour l'option de soutien à Mélenchon), comment comptez-vous remettre le parti en ordre de marche ?**

Le débat partagé que nous avons eu n'a signifié aucune rupture au sein du Parti communiste ! Ce débat était compréhensible parce que la force communiste est une force militante à laquelle on ne dicte pas ses décisions. C'est une force qui n'aime pas l'alignement. La manière dont les déclarations de candidature, pas seulement celle de Jean-Luc Mélenchon, nous ont mis dans une situation d'éclatement à gauche, a créé les conditions d'un débat difficile pour les communistes.

Maintenant, cette décision est prise et toutes les réunions que je fais avec les militants, les responsables locaux, montrent qu'elle est acquise. Nous cherchons maintenant à la déployer. La publication de notre contribution programmatique est un premier acte, la désignation d'une partie de nos candidats aux législatives en sera un autre, l'initiative que nous allons tenir le 28 janvier place de la République pour un lancement conjoint de nos campagnes législatives et présidentielle sur le thème de la nouvelle République en sera un autre.

**Qu'attendez-vous de cette campagne ? N'avez-vous pas peur qu'elle soit à nouveau confisquée par des thématiques identitaires ?**

Le risque est évident. Tout est fait depuis maintenant deux ans pour enfermer le scénario présidentiel dans un choix tronqué, où nous n'aurions à choisir qu'entre un candidat partisan de politiques libérales et Marine Le Pen. On nous a vendu pendant un an un scénario Sarkozy-Hollande-Le Pen, Sarkozy et Hollande sont à présents disqualifiés, chacun dans leur propre camp, eh bien on est déjà en train d'essayer de nous revendre un autre scénario Fillon-Macron-Le Pen. Il y a une confiscation organisée, permanente du débat politique. Il y a des millions de gens dans le pays qui voudraient un véritable débat de choix de société, et pas seulement dans le monde politique. J'observe que les associations de lutte contre la pauvreté, que j'ai rencontrées lundi dernier, ont décidé d'entrer dans le débat présidentiel pour mettre à l'ordre du jour du débat public d'autres questions. La CGT va prendre de très importantes initiatives sur l'industrialisation de la France en février et mars. Ce sont les questions qui intéressent les Français, et notre campagne a le devoir d'aller au-

devant de ces questions-là et de ne pas se laisser dicter les débats par la droite et l'extrême droite. Nous démonterons un à un les arguments de la droite et de l'extrême droite et nous voulons faire tomber le masque prétendument social de Marine Le Pen. Nous publierons en février un livre pour démonter cette imposture de Marine Le Pen. Mais nous devons surtout aller au-devant des électeurs en imposant dans le débat public les grands thèmes sociaux, écologiques, démocratiques qui sont souhaités par les Français. Si nous ne faisons pas ce travail-là, il y a effectivement un risque que la campagne soit confisquée par les thèmes identitaires. Mais avec le travail des frères Bocquet, avec **le procès à Dax [des faucheurs de chaïses – ndlr]**, le thème de l'évasion fiscale est en train de s'imposer. Les procès de **Cédric Herrou** et d'**Alain Mannoni**, ont fait sortir le thème du traitement réservé aux migrants des débats que la droite et l'extrême droite voulaient nous imposer. Il y a bien une France de la solidarité. C'est à nous de mener une campagne qui impose la parole d'une France solidaire, progressiste, attachée à la question sociale.

**En même temps, il y a depuis plusieurs années un échec de l'extrême gauche qui ne parvient pas à canaliser la colère populaire, laissant le champ libre au FN. Si le duel Fillon-Le Pen est d'ores et déjà annoncé, c'est peut-être aussi parce qu'il correspond à ce que veut une partie de la France.**

Je ne crois pas. Cette situation qui a mis pour le moment en tête des pronostics la droite et l'extrême droite, elle tient aussi au désarroi provoqué par les politiques gouvernementales et par le fait que le gouvernement socialiste lui-même, le premier ministre en tête, ont alimenté les stratégies d'instrumentalisation de la peur après les attentats. Mais ça ne veut pas dire que tous les Français sont favorables à ces réponses. Il y a une France de gauche, attachée aux valeurs de la gauche, une France progressiste qui attend un autre débat. C'est à nous d'imposer cette parole-là, que d'autres tentent de marginaliser. Vous dites « les Français veulent ça », mais ce sont les élections qui répondront à ça. Je remarque que les pronostics électoraux sont quand même hasardeux par les temps qui courent. Je pense

que le résultat du débat politique n'est vraiment pas joué d'avance. Il y a beaucoup plus de Français qui cherchent une issue progressiste qu'on ne veut bien le dire. La France n'a pas basculé face à ces peurs et à leur instrumentalisation. C'est à nous de construire des réponses politiques à la hauteur de ces Français qui cherchent une issue progressiste.

**« Macron, un miroir aux alouettes »**

**Quel regard portez-vous sur la primaire socialiste ?**

C'est une campagne difficile, très courte. Elle se mène dans une certaine confusion. Je rappelle que c'est une primaire qui avait été calibrée pour le président de la République, qui a déclaré forfait au dernier moment. Les laborieuses tentatives de Manuel Valls pour se repeindre en quelques jours en candidat de gauche après avoir mené pendant quatre ans une politique libérale et agressive à l'égard de la gauche ne duperont pas les Français. Je ne sais pas si une parole alternative peut émerger de cette primaire. Je serai attentif au résultat, disponible au dialogue. Mais le temps avance vite. Nous, nous n'attendons plus, nous sommes en campagne.

**Dimanche sur France inter, Benoît Hamon a estimé que parmi les conditions d'une discussion entre toutes les forces de gauche, il fallait être prêt à ne « pas faire de sa candidature un préalable ». Est-ce que ça en fait le candidat le plus « communisto-compatible » ?**

Vous connaissez mon opinion. Il aurait été bien plus pertinent qu'en 2016 les forces communistes, les forces de Jean-Luc Mélenchon, les forces de Benoît Hamon, celles de l'écologie, s'additionnent dès ce moment-là sans attendre d'être prisonnières de ces logiques de primaire. Ça n'a pas été possible. Si des possibilités se présentent, nous les examinerons, mais pour le moment je ne fais pas de politique-fiction. Personne ne sait ce que va donner la primaire socialiste. Donc nous avançons, nous sommes en campagne pour Jean-Luc Mélenchon, avec notre programme, nous préparons les législatives. C'est cette voie qui nous paraît pour le moment la voie la plus sûre pour faire progresser les idées de gauche.

**L'idée de revenu universel d'existence développée par Benoît Hamon s'est installée dans le débat. Jean-Luc Mélenchon est contre. Qu'en pense le PCF ?**

Autour de cette idée, il y a beaucoup de confusion. Il y a des projets très différents et beaucoup d'ambiguïté. Le dialogue que j'ai mené avec les grandes associations de lutte contre la pauvreté m'a confirmé le grand scepticisme de beaucoup de ces acteurs face à des solutions qui peuvent paraître simples, mais qui pourraient aussi se révéler dangereuses pour notre système de protection sociale et son financement. Je crois plutôt nécessaire d'avancer dans deux directions : d'abord le relèvement des bas salaires, ensuite il faut une réforme des minima sociaux, avec une convergence du relèvement des minima sociaux autour des mille euros. Il faut faire cela en répondant précisément au problème du financement.



Pierre Laurent et Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, lors de la Fête de l'Humanité en septembre 2016 © CG

**Comment expliquez-vous le succès, pas seulement dans les sondages mais aussi dans les meetings, d'Emmanuel Macron ?**

J'observe la force du système en place pour produire des candidats de rechange quand les champions précédents s'usent. Parce que s'il y a un candidat qui n'est pas antisystème mais un pur produit du système, c'est bien Emmanuel Macron. Cette candidature révèle une grande force du système à imposer ses propres poulains. Parce que les moyens considérables que met en œuvre la campagne d'Emmanuel Macron ne tombent pas du ciel. Ça ne peut être la seule explication. Il y a parmi les Français des millions de gens qui, lassés du blocage et de la surdité du système politique, ont envie d'un profond renouvellement et aspirent à voir émerger des forces, des partis,

des mouvements, des femmes et des hommes neufs. Emmanuel Macron bénéficie incontestablement de cet effet-là, mais c'est un effet éphémère et trompeur. À nous de le démontrer à ceux qui pourraient être victimes, même consentantes, de ce miroir aux alouettes. Car Emmanuel Macron a été, je le rappelle, l'un des principaux initiateurs, promoteurs, de la politique du quinquennat.

### **Comment expliquez-vous qu'il fascine autant au PS ?**

Il y a surtout un grand désarroi dans le Parti socialiste. La manière dont les principaux dirigeants de ce parti – rappelons que François Hollande en a été pendant 10 ans le premier secrétaire – ont emmené le gouvernement, la majorité parlementaire et le parti lui-même dans l'impasse, pour finalement déclarer forfait à la veille de l'élection présidentielle, crée un très grand désarroi dans le PS. Ça part un peu dans tous les sens. Je ne crois pas que nous soyons dans une phase de stabilisation de cette situation. Des dizaines de milliers de militants du PS sont aujourd'hui hors du parti et cherchent quelle pourrait être la réponse alternative au duel qu'eux non plus, j'imagine, ne veulent pas. Des millions d'électeurs socialistes sont dans la même situation. C'est pour ça que depuis deux ans, je consacre une part importante de mon

énergie politique à dialoguer avec ces femmes et ces hommes, parce que je crois que leur camp est celui de la gauche. L'effet Macron sur ces femmes et ces hommes ne durera pas. Nous devons donc reconstruire avec eux des repères qui soient des repères de gauche, et produire des gestes politiques de dialogue et de rassemblement avec eux.

### **Pour ce centenaire de la révolution de 1917, les communistes français se retrouvent sans candidat à la présidentielle, coincés par un mouvement, la France insoumise, dont le héraut est un ancien PS passé par le trotskisme ; c'est un peu dur à avaler, non ?**

Non. Nous prendrons des initiatives en octobre 2017 pour revenir et réfléchir sur cet événement marquant du début du XX<sup>e</sup> siècle. Ceci étant dit, je pense que les clivages entre trotskistes et communistes à l'époque, et qui ont duré jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, sont aujourd'hui dépassés. Les communistes – et pas seulement les membres du PCF – ont vocation à se rassembler dans une formation politique et non plus à être en concurrence. J'ai accueilli avec beaucoup de bonheur les militants de la gauche unitaire avec Christian Picquet dans le parti. L'époque est au rassemblement de ces forces. L'histoire nous amène plutôt à converger qu'à faire perdurer ces séparations.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.